

CENTRE EUROPÉEN DE LA CULTURE

L'EUROPE
S'INSCRIT DANS
LES FAITS



ÉDITION SPÉCIALE

révisé et augmenté par

L'ASSOCIATION EUROPÉENNE DES ENSEIGNANTS

EUROPAISCHER ERZIEHERBUND

ASSOCIAZIONE EUROPEA DEGLI INSEGNANTI

EUROPESE VERENIGING VAN HET ONDERWIJZENDE PERSONEEL

GENÈVE — 1959

CHAPITRE IV

CRISE DE L'UNITÉ DE BASE

L'unité d'origine et de culture crée une homogénéité d'attitudes fondamentales. Elle offre une base commune aux institutions politiques et sociales apparentées par leur esprit et par leurs formes. Cependant, cette unité fondamentale s'est souvent révélée impuissante à dompter des conflits d'intérêts ou de sentiments. Dès l'aube du XIX^e siècle, la communauté spirituelle et institutionnelle des Européens a donné naissance à des *forces dissociantes*, dont les trois principales sont définies ci-après.

1. LE NATIONALISME

Une des tâches principales des pays européens depuis la fin du moyen-âge est la conquête de leur unité nationale et l'accroissement de leur puissance économique.

La conquête de l'unité nationale qui débute sous l'absolutisme royal parvient à son expression philosophique et politique sous la Révolution française. La Révolution impose la double reconnaissance de l'*individualisme privé et national*, en proclamant les droits de l'homme et leur corollaire, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. De nouvelles couches sociales participent à la formation de la volonté nationale par le truchement du système représentatif. Ce commencement de socialisation du pouvoir interne contribue à renforcer l'*intervention de l'Etat*, et à légitimer sa *souveraineté absolue*. Ces deux attributs essentiels de l'Etat sont l'instrument de l'unification nationale et la *négarion de tout droit supérieur à la nation*.

L'idée-force qu'est la Nation traverse quatre stades dans son évolution historique en Europe :

1. naissance des premières nations : Angleterre, France, Espagne ;

2. apogée du nationalisme au XIX^e siècle avec la formation de l'Allemagne et de l'Italie (dont l'unification s'achèvera tardivement par le totalitarisme national) ;

En permettant la mobilisation de nouvelles forces sociales, cette idée-force assure d'abord l'accroissement économique de la nation : elle appuie l'industrialisation, favorise l'expansion économique et par suite les visées colonialistes des nations.

3. « balkanisation » de l'Europe ;

4. la nation entre ouvertement en contradiction avec les nouvelles conditions de fait, à l'issue de la dernière guerre mondiale.

2. L'INDUSTRIALISATION

La révolution industrielle opère une transformation profonde des conditions humaines : elle multiplie la puissance de l'homme en introduisant la machine et la division du travail. Mais en dépit de sa vocation supra-nationale, elle demeure paradoxalement cantonnée dans le cadre de la nation et renforce en fait la volonté de puissance de l'Etat. Facteur de rapprochement des pays, elle provoque pourtant une concurrence effrénée entre les nations, qu'elle pousse à la conquête des marchés et des matières premières. Elle contribue à susciter de nouvelles idéologies à tendance internationaliste (libéralisme et socialisme) qui appellent le dépassement des frontières nationales, mais en même temps elle accentue le compartimentage des Etats, en concentrant leur puissance économique et leur pouvoir politique.

Le XIX^e siècle libéral vécut à l'ombre d'une économie dominante, celle de l'Angleterre. Le début du XX^e siècle est marqué par la croissance de l'Allemagne et la décroissance de l'Angleterre — deux économies européennes dominantes et rivales — et par l'éclosion de puissances extra-européennes, les Etats-Unis et le Japon. Ce nouvel effort d'industrialisation impose une politique protectionniste qui intensifie la « nationalisation » ou le cloisonnement des économies, et consacre l'union de l'industrie et du nationalisme.

De la conquête des marchés et des matières premières naissent de puissants conflits qui opposent, entre les deux guerres, même des nations sœurs comme l'Angleterre et les Etats-Unis, et dressent les unes contre les autres, les nations européennes. A l'heure actuelle, ces conflits entre nations européennes persistent, dénués de tout sens réel, alors que le sort du monde se joue entre deux puissances dominantes : les Etats-Unis et l'Union soviétique.

3. LE COLONIALISME

La division du travail en profondeur à l'intérieur des nations, tend à se compléter par une division du travail horizontale dans les rapports de ces nations avec le reste du monde. L'expansion économique des nations industrialisées les pousse à s'assurer l'accès aux sources de matières premières. Leur politique est, logiquement, anti-colonialiste lorsqu'elles possèdent sur leur territoire des matières premières suffisantes, comme les Etats-Unis (ancienne colonie !) mais colonialiste, sans déguisement, lorsqu'elles en sont dépourvues comme l'Allemagne. Par voie de conséquence, la force expansionniste de l'Allemagne entrera en conflit direct avec la volonté de conservation des nations privilégiées comme l'Angleterre et la France. Les visées colonialistes et les intérêts extra-européens seront donc une cause supplémentaire de divisions et de guerres en Europe.

La lutte idéologique s'engage dès lors entre deux styles de vie, le *système démocratique* et le *régime totalitaire*.

4. RÉSULTAT : LES GUERRES DU XX^e SIÈCLE

L'opposition des intérêts, des nationalismes et des idéologies provoque la course aux armements qui aboutit, en moins d'un demi-siècle, à deux conflagrations mondiales. D'essence européenne, ces guerres englobent, du fait de l'interdépendance et du rôle central de l'Europe, les colonies et les puissances extra-européennes. D'inspiration nationaliste ou impérialiste, elles sont également des guerres civiles ou idéologiques engageant toutes les forces des Etats-nations. Sapant le prestige et la puissance de l'Europe, elles accélèrent son déclin ; elles libèrent des idéologies et des forces nouvelles, permettent la constitution de l'empire communiste, annoncent la rivalité des deux puissances dominantes extra-européennes, réveillent les nationalismes retardataires ou périphériques et la réaction anti-colonialiste.

5. BILAN : PERTE DES COLONIES

La présence de l'Europe dans les colonies et les territoires dépendants a implanté ses idées et ses techniques. Son épuisement grâce aux luttes intestines, l'expansion et l'antagonisme des USA et de l'URSS — tous deux anti-colonialistes — ont conduit à la révolte des peuples de couleur et à la perte des colonies. *Le principe européen des nationalités, généralisé, s'est retourné contre l'Europe après l'avoir divisée.*

En 1947, l'Angleterre confère l'indépendance politique aux Indes, évitant l'explosion des nationalismes hindou et musulman favorisés par les Etats-Unis, et cherchant à conserver quelques avantages dans le cadre du Commonwealth. La liberté aboutit à la division en deux Etats rivaux : Inde et Pakistan. La Birmanie se détache du Commonwealth et se proclame indépendante. L'Indonésie devient souveraine en 1949, après l'échec de l'intervention militaire des Pays-Bas ; l'Indochine l'imite en 1954. Les pays arabes du Moyen-Orient (Egypte, Arabie Saoudite, Yémen, Syrie, Liban, Irak, Jordanie) membres de la Ligue Arabe, acquièrent l'indépendance après la dernière guerre. La France concède l'indépendance à la Tunisie, au Maroc, à la Guinée. Bref, la division du travail horizontale se relâche ou se rompt, tendant à *réduire l'Europe à ses dimensions géographiques étroites.*

Un des aspects les plus frappants de ce tableau général est la retraite de l'Europe hors de l'Asie. La Chine se ferme à l'Occident. Le cri « l'Asie aux Asiatiques », lancé par le Japon, est repris par Nehru. Le monde arabe se dresse et s'unit contre l'emprise des nations divisées de l'Europe : il soutient la révolte contre la France en Algérie. Au moment où l'Egypte nationalise le Canal de Suez en imposant son contrôle effectif sur la voie vitale d'approvisionnement de l'Europe, le monde arabe manifeste sa solidarité par la menace qu'il fait peser sur le pétrole du Proche-Orient, combustible principal de l'industrie européenne. Ainsi, *les Etats européens continuent à dépendre de ressources dont ils sont en train de perdre le contrôle.*

6. L'EUROPE N'EST PLUS LE CENTRE DU MONDE

A la fin de la dernière guerre, la perspective mondiale est renversée. *Le centre du monde émigre de l'Europe et se dédouble en deux pôles d'attraction.* Deux facteurs annonçaient déjà ce bouleversement : le changement des conditions économiques et l'entrée en scène politique du facteur « masse ». D'une part, le développement économique est fonction d'une démographie progressive et d'espaces très étendus, fortement organisés, permettant une production massive et offrant de vastes débouchés. D'autre part, cette économie quantitative met en valeur de nouvelles couches sociales qui prennent une part active à la vie économique et politique, et opposent à l'Europe ses propres doctrines et ses propres armes (nationalisme, révolution, instruction, technique, propagande, moyens militaires). Ces conditions nouvelles président à l'éclosion

de puissances continentales et à la stagnation de l'Europe, dont les nationalismes empêchent l'expansion économique et dont la structure freine le progrès social.

7. URSS : HÉGÉMONIE IDÉOLOGIQUE

A la différence de la Révolution française faite au nom des droits de l'homme et de la nation, la Révolution russe se réclame de l'idéal des masses ouvrières et de leur vocation universelle. Par le recours à une dictature totale concentrant tous les moyens politiques, économiques et militaires au nom d'une foi matérialiste, la minorité militante réussit à entraîner la masse dans la voie de l'industrialisation intense. Fermement établi grâce à son appareil policier et politique, le communisme développe son impérialisme idéologique mondial. En 1940, l'URSS annexe le corridor de Petsamo, la Carélie, l'Esthonie, la Lettonie, la Lithuanie, les provinces orientales polonaises, la Bukovine du Nord et la Bessarabie. En 1945, elle met la main sur Königsberg et la Prusse orientale, et sur la Ruthénie subcarpathique (en Tchécoslovaquie). Elle étend sa domination par la création des pays satellites, et son influence par les partis communistes dans les pays européens.

La sphère soviétique comprend alors, outre la Chine (650 millions d'habitants), huit pays européens de l'Est (105 millions d'habitants), soit un bloc totalitaire de près d'un milliard de sujets.

8. USA : HÉGÉMONIE ÉCONOMIQUE

Sur un fondement opposé, les Etats-Unis réunissent les éléments d'une économie dominante et d'une puissance politique dirigeante. Continuant la tradition de l'initiative individuelle, de la propriété privée et des libertés de l'homme, ils combinent ces principes avec la production en série et la collaboration des masses laborieuses au niveau de vie moyen très élevé. Bien qu'ils aient des traits communs avec l'URSS (dimensions et quantité), ils en diffèrent profondément par leur conception de l'homme. Leur puissance et leur philosophie les destinent au rôle de champion et de banquier du monde libre : ils protègent la démocratie tout en étendant leur hégémonie économique. Ils sortent, avec l'URSS, vrais vainqueurs de la dernière guerre. Depuis, ils endossent le financement de l'Europe Occidentale et contribuent à organiser sa défense. Le plan Marshall et l'OTAN sont les instruments de cette politique d'hégémonie économique et de défense de la démocratie contre la poussée communiste.

9. L'EUROPE ENTRE LES DEUX GRANDS

Le conflit entre ces deux puissances dirigeantes est une conséquence naturelle de leurs conceptions et forces d'expansion. La situation actuelle de l'Europe reflète cette collision plus ou moins ouverte : l'Europe est divisée en deux camps, oriental et occidental, par une cloison étanche et jetée en proie à nombreuses contradictions. « *L'Europe vit dans la peur des Russes et de la charité des Américains !* » s'écrie P.-H. Spaak à Strasbourg. Ce qui signifie en chiffres : 330 millions d'hommes vivent dans la peur de 200 et de la charité de 166 ! Mais les Européens ne se sentent que 43 millions (Français), 9 millions (Belges), 4 millions (Danois) — donc trop petits.

Les données nouvelles de l'économie moderne entrent en contradiction avec le compartimentage politique en Europe. Alors que les deux puissances dominantes concentrent leurs pouvoirs et leurs forces productives sur des espaces humains très vastes, l'Europe reste divisée. *Autrefois, source de l'expansion des pays européens, le nationalisme est devenu l'obstacle principal à la mise en valeur du potentiel humain et productif de l'Europe.*

A cet égard, l'influence des USA est double : d'une part, l'assistance économique et militaire qu'ils offrent aux Etats européens, en dépit d'efforts certains pour les grouper (Plan Marshall, OTAN) ravive des rivalités nationales ; d'autre part, les besoins de la défense commune contre l'invasion communiste les conduit à adopter une politique favorable à « l'intégration » qui rendrait l'Europe capable de se défendre et de subsister par elle-même.

Craignant cette union, l'URSS pratique une politique de division. Sa politique étrangère tend à ranimer les inimitiés du passé et à empêcher tout rapprochement effectif par des promesses bilatérales (promesse d'unification de l'Allemagne, etc.). Mais son action la plus efficace a lieu à l'intérieur des pays européens par l'intermédiaire des partis communistes : grâce à leur puissance dans deux grands parlements, notamment, elle est en mesure d'exercer une pression sur les gouvernements européens. (Rejet de la CED, par exemple.) Cette force d'attraction produit des fissures à l'intérieur des Etats-nations.

Ainsi, à la division par nations, se joint la division idéologique en profondeur. Ces deux courants antagonistes convergent dans leurs effets, et divisent l'unité européenne de base.

SOMMAIRE

<i>Introduction</i>	1
-------------------------------	---

I. L'UNITÉ DE BASE

1. Communauté d'origine et d'évolution historique	3
2. Communauté d'institutions politiques et sociales	9
3. Communauté de culture	16 DR
4. Crise de l'unité de base	22 DS

II. L'UNION QU'IL FAUT VOULOIR

5. Nécessité politique de l'union : l'indépendance européenne	28 DS
6. Nécessité culturelle de l'union : le rayonnement de l'Europe	34 DR
7. Le progrès technique appelle l'union	40
8. Nécessité économique de l'union : un marché à la mesure du siècle	46 RR
9. Nécessité mondiale de l'union : la vocation universelle de l'Europe	54
10. Ce qui a été fait	61
11. Ce qui reste à faire: L'essentiel	68

La présente brochure résulte de la collaboration d'une équipe composée de MM. Hendryk Brugmans, Raymond Racine, Denis de Rougemont, Dusan Sidjanski et Alain Fréchet. Elle a bénéficié de très nombreux travaux conduits par divers Instituts européens et chercheurs indépendants, ainsi que du Séminaire d'économistes formé par le CEC. Plan d'ensemble et révision des textes par le Directeur du Centre.